**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE CERGY-PONTOISE**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 2207093

SYNDICAT CGT-FORCE OUVRIERE
DES EMPLOYES ET CADRES DU
COMMERCE DU VAL-D'OISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise,

Mme X ...
Rapporteure

(4^{ème} chambre)

M. Y ...
Rapporteur public

Audience du 16 mai 2024
Décision du 30 mai 2024

Vu la procédure suivante :

Par une requête enregistrée le 12 mai 2022, le syndicat CGT-Force ouvrière des employés et cadres du commerce du Val-d'Oise, représenté par Me B ..., demande au tribunal :

1°) de condamner l'Etat à lui verser la somme de 15 000 000 euros en réparation des préjudices consécutifs à la carence à assurer le droit à l'allaitement au sein des établissements de plus de 100 salariés dans le Val-d'Oise ;

2°) d'enjoindre au Premier ministre et aux ministres concernés de modifier la réglementation de manière à permettre aux salariées de disposer d'un droit opposable pour faire respecter la réglementation à l'effet de disposer d'un droit à l'allaitement sécurisé et garanti dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent jugement, sous astreinte de 100 000 euros par mois de retard ;

3°) de mettre à la charge de l'État la somme de 4 000 euros au titre de dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Le syndicat soutient que :

- la responsabilité de l'Etat est engagée en raison de sa carence fautive à assurer l'exécution des normes nationales et internationales garantissant un droit à l'allaitement dès lors qu'il n'a pas mis en demeure les entreprises de plus de 100 salariées d'installer dans leur

établissement des locaux dédiés à l'allaitement, tel que cela est prévu par les dispositions de l'article L. 1225-32 du code du travail ;

- cette carence fautive est à l'origine d'un préjudice collectif qu'il évalue à un montant de 15 000 000 euros.

Par un mémoire en défense, enregistré le 7 octobre 2022, le préfet du Val-d'Oise conclut, à titre principal, à l'irrecevabilité de la requête et, à titre subsidiaire, à son rejet.

Il fait valoir que :

- la requête est irrecevable dès lors qu'elle revient à enjoindre à l'Etat de modifier la réglementation alors qu'il s'agit d'un acte de gouvernement lié aux rapports entre le pouvoir exécutif et législatif ;
- aucun des moyens de la requête n'est fondé.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- la Constitution du 4 octobre 1958 ;
- la convention de l'Organisation internationale du Travail n° 3 de 1919 ;
- la convention de l'Organisation internationale du Travail n° 81 du 11 juillet 1947 ;
- la charte sociale européenne ;
- le code du travail ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme X ..., rapporteure ;
- les conclusions de M. Y ..., rapporteur public,
- les observations de Me B ... représentant le syndicat requérant ;
- et les observations de M. H ..., agent au sein du bureau du contentieux et de l'expertise juridique, représentant le préfet du Val-d'Oise.

Considérant ce qui suit :

1. Le syndicat CGT-Force ouvrière des employés et cadres du commerce du Val-d'Oise a demandé au préfet du Val-d'Oise, par un courrier du 17 juillet 2019 réceptionné le 19 juillet suivant, de l'indemniser du préjudice porté à l'intérêt collectif des salariés en raison de la carence de l'Etat à assurer l'effectivité des dispositions législatives relatives au droit à l'allaitement. En raison du silence de l'administration le syndicat a renouvelé sa demande par un courrier du 2 mars 2022 réceptionné le 7 mars 2022 pour le même préjudice, évalué à un montant de 15 000 000 euros. En l'absence de réponse, le syndicat demande au tribunal à être indemnisé pour l'ensemble des préjudices résultant de la carence fautive de l'Etat.

2. Aux termes de l'article 21 de la Constitution du 4 octobre 1958 : « *Le Premier ministre (...) assure l'exécution des lois.* ».

3. Aux termes de l'article 3 de la convention n°3 de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur la protection de la maternité : « *Dans tous les établissements industriels ou commerciaux, publics ou privés, ou dans leurs dépendances, à l'exception des établissements où sont seuls employés les membres d'une même famille, une femme : (...) (d) aura droit dans tous les cas, si elle allaite son enfant, à deux repos d'une demi-heure pour lui permettre l'allaitement.* » Aux termes de l'article 23 de la convention n°81 de l'OIT : « *Le système d'inspection du travail dans les établissements commerciaux s'applique aux établissements pour lesquels les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'application des dispositions légales relatives aux conditions de travail et à la protection des travailleurs dans l'exercice de leur profession.* ». Aux termes de l'article 8 de la charte sociale européenne : « *En vue d'assurer l'exercice effectif du droit des travailleuses à la protection de la maternité, les parties s'engagent : (...) à assurer aux mères qui allaitent leurs enfants des pauses suffisantes à cette fin* ».

4. Aux termes de l'article L. 1225-30 du code du travail : « *Pendant une année à compter du jour de la naissance, la salariée allaitant son enfant dispose à cet effet d'une heure par jour durant les heures de travail.* » Aux termes de l'article L. 1225-31 de ce code : « *La salariée peut allaiter son enfant dans l'établissement.* » Aux termes de l'article L. 1225-32 du même code : « *Tout employeur employant plus de cent salariées peut être mis en demeure d'installer dans son établissement ou à proximité des locaux dédiés à l'allaitement* ». Et aux termes de l'article L. 4721-4 de ce code : « *Lorsque cette procédure est prévue, les agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés à l'article L. 8112-1, avant de dresser procès-verbal, mettent l'employeur en demeure de se conformer aux prescriptions des décrets mentionnés aux articles L. 4111-6 et L. 4321-4.* » Il résulte de l'article R. 4721-5 du même code que les dispositions relatives à l'obligation de l'employeur d'installer un local dédié à l'allaitement peuvent donner lieu à l'application de la procédure de mise en demeure préalable au procès-verbal dressé par l'inspection du travail.

5. Le syndicat requérant soutient que l'Etat a engagé sa responsabilité en ne garantissant pas de manière effective le droit à l'allaitement consacré par les normes nationales et internationales précitées aux points 3 et 4. Il fait en particulier valoir qu'aucune des entreprises employant plus de cent salariées dans le département du Val-d'Oise ne met à disposition des locaux dédiés à l'allaitement et que la carence de l'inspection du travail à mettre en demeure les employeurs concernés d'installer de tels locaux est constitutive d'une illégalité fautive au regard des dispositions de l'article L. 1225-32 du code du travail. Toutefois, d'une part, il résulte de la combinaison des textes précités que l'Etat, qui a adopté, aux articles R. 4152-13 et suivants du code du travail, des textes réglementaires relatifs aux locaux d'allaitement dans l'entreprise, dispose de la faculté de mettre en demeure les entreprises contrevenantes par l'intermédiaire des services de l'inspection du travail, sans que soit mise à sa charge une obligation d'y procéder. D'autre part, en l'absence de toute précision fournie par le syndicat requérant sur les entreprises qui seraient concernées par ces dispositions dans le département du Val-d'Oise, il ne résulte pas de l'instruction que les conditions de mise en œuvre des dispositions de l'article L. 1225-32 du code du travail seraient réunies. Par suite, le syndicat requérant n'est pas fondé à soutenir que la responsabilité de l'Etat doit être engagée à raison de sa carence fautive.

6. Il résulte de ce qui précède que les conclusions indemnitaires présentées par le syndicat requérant doivent être rejetées. Il y a lieu, par voie de conséquence et en tout état de cause, de rejeter ses conclusions aux fins d'injonction. Enfin, il n'y a pas lieu de faire droit à ses conclusions présentées au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Par ces motifs, le tribunal décide :

Article 1^{er} : La requête du syndicat CGT-Force ouvrière des employés et cadres du commerce du Val-d'Oise est rejetée.

Article 2 : Le présent jugement sera notifié au syndicat CGT-Force ouvrière des employés et cadres du commerce du Val-d'Oise et au préfet du Val-d'Oise.